

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la nouvelle politique industrielle, à Paris le 7 mai 2014.

« Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les industriels, qui vous êtes mobilisés sur ces projets,

Mesdames, Messieurs,

Je lançais ici même, le 12 septembre, avec le ministre du Redressement Productif, la « Nouvelle France Industrielle ».

Six mois après, un peu plus même, nous y sommes. Pourquoi la France industrielle ? Parce que notre pays est un pays industriel même s'il a décliné ces dernières années, même s'il a douté de son industrie, même s'il a désinvesti, ce qui est le plus grave. Notre pays est resté, et vous en êtes ici la preuve, un pays industriel.

Pourquoi une nouvelle France ? Non pas pour nous détacher de la précédente mais parce que nous avons collectivement la responsabilité de préparer la nouvelle révolution industrielle. La France a été présente dans les deux premières. Elle a gagné sa place et elle doit être encore conquérante pour la troisième, mais si j'ai bien compris, déjà la quatrième.

34 plans industriels ont été retenus lors de nos échanges au cours du mois de septembre comme autant de leviers pour la croissance de demain. Je m'étais interrogé sur le nombre. Pourquoi 34 ? Certains pensaient que c'était trop, d'autres pas assez, en tout cas ceux qui n'avaient pas été retenus mais, nous avons la volonté de prendre toute notre place par rapport à ce que nous pensons être les projets, les industries de demain.

Plusieurs mois après ce lancement, où en sommes-nous ?

D'abord, sur l'objectif de donner à la France les moyens d'industrialiser à brève échéance les innovations autour de trois grands enjeux. Le premier, c'est la transition écologique, le second, c'est l'économie du vivant, le troisième, c'est la révolution numérique. Nous sommes conscients que les objets dont nous parlons, qui ont été ici présentés, ou les usines qui ont été ici figurées, seront notre vie quotidienne dans les dix prochaines années. Nous ne parlons pas, là, de long terme. Nous parlons de ce que nous sommes capables à l'horizon d'une décennie, de vivre ensemble. Trois critères ont été retenus pour ces plans industriels :

- le premier, c'est d'être capable de s'incarner autour d'un produit bien identifié
- second critère, nous appuyer sur les capacités technologiques des entreprises françaises et d'abord françaises, ce qui n'exclut pas d'aller chercher d'autres entreprises venant de l'étranger
- troisième critère, intégrer ces plans dans un environnement local, en l'occurrence régional, universitaire et technologique.

Pour mettre en œuvre cette ambition, l'Etat a fait le choix de la confiance, c'est-à-dire de confier aux industriels eux-mêmes, le pilotage de ces projets, parce que nous savons que ce sont les entreprises, et seulement les entreprises, qui connaissent les marchés, les clients et les technologies.

Depuis un peu plus de six mois, nous avons 34 plans, 27 feuilles de route qui ont été engagées, et une dizaine qui sont d'ores et déjà validées et signées, ce qui veut dire avec les financements correspondants et avec un calendrier et une application territoriale.

Je veux que cela aille vite. C'était le mot qui avait été prononcé, aller vite. Cela vaut pour tous les sujets, pour tous les domaines de l'action publique, nous n'avons plus de temps à perdre. Je

parle là de la France, je ne parle pas d'un gouvernement, je ne parle pas d'un quinquennat, je parle de la France. Nous devons donc aller vite et d'ici la fin du mois de juillet, nous aurons les 34 feuilles de route qui seront, non seulement engagées, mais validées et signées. Je ne veux pas ici trop parler de milliards parce que souvent on additionne des crédits, des prêts, des engagements public/privé et on finit par perdre la signification, mais il y aura une vingtaine de milliards d'euros qui pourront être mobilisés, essentiellement d'ailleurs venant du secteur privé. Pour le secteur public, ce sera à travers les programmes d'investissements d'avenir et ils auront un effet démultiplicateur.

C'est cela la nouvelle politique industrielle. Et je veux saluer le Conseil national de l'industrie qui depuis des années fait vivre les filières, anime en leur sein l'innovation, et surtout engage le dialogue avec l'ensemble des acteurs et notamment les partenaires sociaux. C'est avec le CNI que nous devons agir. C'est une politique industrielle qui est bien sûr fixée en haut parce que nous avons une responsabilité nationale, vous et nous, mais qui doit être menée, portée, diffusée par l'ensemble des acteurs.

J'ai fixé les enjeux. Il y en a trois.

D'abord, la transition énergétique et essentiellement aujourd'hui la mobilité durable. C'est elle qui a connu les progrès les plus spectaculaires depuis le lancement des 34 plans.

Il a eu bien sûr cet événement, le 28 avril dernier, avec le vol inaugural d'un avion entièrement électrique, réalisé par Airbus. Cela doit être vrai puisque le ministre de l'Economie y était et qu'il l'a vu, et qu'il nous l'a raconté. C'est vrai que cela peut paraître assez spectaculaire, un avion sans kérosène qui vole, pas très longtemps, mais qui vole, et qui pourra être finalement dans les systèmes de transport dans les trois ans, comme nous dit le ministre qui l'a vu. Cela veut donc dire que c'est à la portée, non pas d'une génération, comme on dit souvent des innovations, mais à la portée de ce que nous pouvons faire d'ici la fin de la décennie.

Deuxième exemple, les véhicules moins gourmands en énergies, plus propres, qui volent, qui roulent, et qui vont même dans l'espace. Ainsi, le CNES vendra ses premiers satellites à propulsion électrique dès l'année prochaine. PEUGEOT et RENAULT ont finalisé, j'y étais, la feuille de route au projet de voiture pour tous consommant moins de 2 litres aux 100 km. Là aussi, je me souviens, c'était l'un des premiers Conseils des ministres du quinquennat où on avait la question de PEUGEOT qui nous était posée, il y avait déjà la volonté de pouvoir donner une perspective. Lorsque nous avons dit, les 2 litres au 100km, on s'est interrogé, y compris autour de la table du Conseil des ministres, ou pas loin, pour savoir si c'était aussi à notre portée. Ça l'est. Et là encore, nous pourrions avoir d'ici 2020 un certain nombre de modèles qui pourront être présentés, peut-être même avant, avec les 2 litres au 100 km commercialisés, cela représente un investissement d'un milliard d'euros. Et cela va avoir des conséquences très importantes y compris pour notre consommation d'énergie, et pour la qualité même de l'industrie automobile française.

Nous avons voulu offrir le choix de la voiture électrique. Pas facile comme enjeu. Parfois, il y a des réussites, parfois, il y a des retards, parfois, il y a des échecs. Mais, faut-il encore que nous puissions permettre à ceux qui construisent les véhicules électriques puis ensuite, qui vont les utiliser, d'avoir des bornes électriques de recharge. Cela sera fait et nous serons les premiers en Europe à pouvoir assurer cette disposition.

La transition énergétique c'est aussi le stockage et la distribution de l'énergie avec le plan sur les réseaux intelligents que présentait M. Maillard. Cela aussi, c'est un enjeu considérable parce que cela peut permettre au consommateur d'organiser lui-même sa consommation, cela peut permettre d'économiser de l'énergie et cela peut permettre d'avoir des usages. Parce que ce qui va faire l'avenir, c'est la liaison entre l'énergie, les nouvelles technologies de l'information et la santé. Nous allons être en avance, si nous sommes capables d'allier les trois enjeux, les trois usages. Et c'est possible.

Je veux également insister sur les batteries. Parce que, là encore, ceux qui seront les meilleurs, seront ceux qui pourront stocker l'énergie. Nous avons donc voulu constituer une véritable « équipe de France » de l'hydrogène qui va s'installer comme une filière d'avenir.

Enfin, il y a, je veux l'évoquer, la filière bois, qui s'est également beaucoup mobilisée pour être en

Enfin, il y a, je vous le répète, la fibre bois, qui est également beaucoup mobilisée pour être en capacité de substituer des biomatériaux au béton et à l'acier. Et, c'est une innovation, là encore, considérable qui va permettre de stocker du carbone tout en proposant des logements plus confortables et moins chers.

Le deuxième enjeu, c'est le numérique. Là encore, les plans qui ont été définis visent à faire émerger en France des leaders mondiaux : les supercalculateurs. J'en ai vu un qui raconte ce qu'il a pu avoir comme impression. J'en ai vu un, c'était au CEA.

On pouvait craindre que ce soit un usage simplement réservé pour le ministère de la Défense, pour les grands opérateurs publics. Ce que vous venez de nous dire c'est que le supercalculateur pourra être mis à la disposition de l'ensemble des domaines industriels et même de beaucoup d'entreprises qui jusqu'à présent n'y ont pas accès. Démultiplication des usages, démultiplication des domaines, démultiplication des entreprises. Là encore à l'horizon proche, 2017, voire 2018, le Plan va pouvoir permettre une puissance unique en Europe c'est ce que j'ai compris de cet exposé - un milliard de milliards de calculs par seconde. Vous voyez, je viens de m'exprimer, vous pouvez calculer le nombre de milliards de milliards que représente le plan « Supercalculateurs ».

Là aussi, c'est un enjeu considérable pour l'industrie française nous pouvons être, vous l'avez dit Monsieur parmi les quatre leaders au monde.

Autre exemple : les logiciels embarqués, ceux qui font fonctionner nos objets quotidiens : ceux qui ont retenti tout à l'heure : les smartphones, les tablettes, les boxes, les systèmes domotiques. On pourra même inventer des logiciels qui ne feront pas sonner les téléphones. Vous vous rendez compte ce que nous pourrions éventuellement produire ? Les logiciels embarqués pourront changer les dispositifs médicaux, l'usage même des automobiles, les trains, les avions. En associant étroitement les fournisseurs et les donneurs d'ordre, ce plan visera à créer un environnement plus favorable à l'innovation et à la diffusion dans toute l'économie, de ce que peuvent apporter justement ces usages et à travers ces logiciels, toute la révolution que nous pourrions apporter.

On me dit que c'est un marché de 130 milliards d'euros donc c'est considérable et aussi, un instrument de notre souveraineté numérique.

Il y a le plan « Usine du futur », présenté là-encore par un industriel, M. SANCHEZ, qui permettra, on l'a compris, de garder des salariés dans les usines, donc de faire que ces usines soient à la fois modernes, économes en énergie, créatrices d'emplois, et en même temps que ces usines du futur ne soient pas celles des très grandes entreprises françaises mais peuvent aussi être des PME, des ETI.

Enfin, le troisième domaine, c'est l'économie du vivant.

Les biotechniques, l'hôpital numérique, les dispositifs médicaux et les équipements de santé. Là encore, les feuilles de route sont en préparation. Beaucoup de choses se sont passées depuis septembre dans ce secteur.

D'abord la stratégie nationale de santé. Les économies que nous avons présentées pour dépenser moins dans le domaine de la santé sans qu'il n'y ait diminution de la qualité de la prestation, de l'intervention, c'est tout l'enjeu de ce que nous pouvons faire par rapport aux médicaments, à la chirurgie ambulatoire, à la recherche que nous pouvons davantage mettre à la portée de l'action médicale.

La stratégie nationale de santé qui va bientôt être présentée par le gouvernement à travers une médecine plus personnalisée, des parcours de soins réduisant les séjours hospitaliers, tout cela sera rendu possible par ces nouveaux produits, et ces nouvelles industries. Au Conseil des ministres de ce matin, le ministre de l'Agriculture insistait sur l'industrie du bio-contrôle avec un enjeu, réduire les phytosanitaires chimiques et permettre, grâce à des inventions sur les algues, sur un certain nombre de produits naturels, de fournir aux agriculteurs les moyens d'être plus productifs et plus économes en matière de ressources énergétiques. Voilà, mesdames et messieurs, c'est vrai, c'est un éblouissement, même si nous n'avons pas vu les produits aujourd'hui, c'était au mois de septembre, mais nous en verrons à mesure qu'ils seront diffusés. Ces 34 plans, que reflètent-ils ? D'abord, le talent et l'ingéniosité de nos chercheurs, de nos

ingénieurs, de nos ouvriers. Sans eux, pas de possibilité d'avoir une industrie du futur. Ensuite, ces 34 plans illustrent la possibilité de faire fonctionner ensemble les fonctionnaires, donc l'Etat, des industriels, donc les entreprises, des établissements d'enseignement supérieur, des centres de recherche. C'est donc possible et sans qu'il n'y ait prééminence, intrusion, contrôle. Travailler ensemble pour le bien du pays.

Ces 34 plans, aussi, illustrent la confiance que nous devons porter à l'industrie. A l'industrie comme vecteur d'avenir, à l'industrie comme vecteur aussi de progrès, à l'industrie comme vecteur d'emplois. Aujourd'hui, l'industrie française, c'est plus de 220 000 entreprises, c'est 3,2 millions salariés, cela devrait être encore davantage. Cela peut être davantage. Longtemps, on a pensé que les économies de demain seraient des économies où il y aurait moins d'emplois industriels, plus d'emplois de service. C'est une évolution, mais nous pouvons avoir aussi plus d'emplois industriels et plus d'emplois de service, les services dépendant aussi beaucoup de la dynamique industrielle. Nous avons donc une industrie qui certes, parfois, peut être l'objet de reconversion, de restructuration, mais qui, pour une large part, est une industrie d'avenir qui va du luxe à la machine-outil, du cur artificiel à l'A380, du nucléaire à l'alimentation. La Nouvelle France Industrielle, c'est ce rassemblement de tous les savoir-faire.

La politique industrielle, c'est ce que nous déciderons de faire ensemble. L'Etat, les régions, les acteurs publics, les centres de recherche et les entreprises. Ce sont les pays qui ont une politique industrielle qui ont une grande industrie. Il est très rare de voir de grandes industries sans qu'il n'y ait de stratégie nationale sur le plan industriel. Cette stratégie, ce n'est pas l'Etat qui la pose et qui la définit, c'est l'Etat qui l'élabore avec l'ensemble des partenaires. C'est pourquoi nous avons cette volonté depuis deux ans, c'est le redressement productif.

Le redressement productif, c'est une conception nationale de notre avenir. Le redressement productif, c'est des entreprises plus compétitives, c'est pourquoi nous faisons le choix du pacte de responsabilité et de solidarité. C'est parce que nous avons conscience que c'est à travers les entreprises et leur redressement que nous pouvons assurer celui du pays.

Le redressement productif, c'est la mobilisation des financements, fiscaux, crédit d'impôt recherche, que nous avons sanctuarisé, le crédit d'impôt compétitivité emploi que nous avons introduit, je rappelle qu'il va être versé à la fin du mois de mai, puisque là aussi il faut le voir, tant qu'on ne l'a pas vu, on peut penser qu'il ne sera pas distribué. A la fin du mois de mai, tout le crédit impôt compétitivité emploi sera libéré pour que les entreprises puissent en disposer. C'est la banque publique d'investissement, c'est également le Commissariat pour le Programme d'investissements d'avenir, et je salue Louis Schweitzer qui en est aujourd'hui responsable.

Enfin, le redressement productif, c'est l'implication de toute la société. Il ne peut y avoir d'industrie sans que la société elle-même adhère à ce projet et à cette ambition. Et cela suppose d'avoir confiance dans le progrès, le progrès de la science, le progrès de la technique, le progrès des connaissances, donc le progrès humain. Chaque fois qu'il y a un doute sur le progrès qui n'est pas fondé sur le raisonnement mais sur la peur, alors c'est la régression qui s'installe et le déclin qui se prépare. Nous sommes une grande nation de progrès, une grande nation scientifique, et nous devons revendiquer ce rôle et ne jamais craindre l'investissement, l'innovation et la recherche. Et, là aussi, c'est l'esprit du pacte de responsabilité et de solidarité parce que c'est le rassemblement des Français.

Voilà, mesdames et messieurs, c'était une matinée qui était consacrée à notre avenir.

Je veux saluer tous ceux qui s'y consacrent. Il n'y a pas de pays fort s'il n'a pas une économie forte et donc une industrie forte, et pour cela, il n'y a pas d'autre moyen que de nous rassembler pour la Nouvelle France Industrielle à laquelle vous avez tous contribué. »